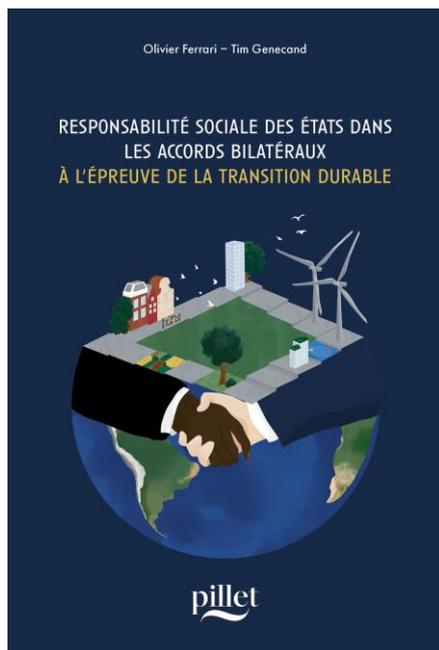




Communiqué de presse
Livre

Responsabilité Sociale des États dans les accords bilatéraux à l'épreuve de la transition durable

Olivier Ferrari – Tim Genecand



Voici le premier ouvrage abordant la question de la Responsabilité Sociale des États (RESETs) sur le plan de la transition durable. De la première conférence sur le climat en 1972 à Stockholm jusqu'aux derniers accords bilatéraux, il offre une vaste synthèse sur le sujet ainsi que des perspectives inédites mettant en avant la nécessité pour les États de reconnaître leur rôle crucial dans la promotion de l'économie¹.

Pour repenser le développement économique dans une perspective durable, les auteurs mettent tout d'abord en lumière les dilemmes posés par le libre-échange, en explorant l'évolution du commerce international. Une analyse critique révèle ensuite comment, malgré les ambitions des Protocoles de Kyoto et de l'Accord de Paris, la lutte contre le changement climatique se heurte à des intérêts économiques et politiques souvent divergents. Les défis et opportunités des accords commerciaux et bilatéraux modernes sont ainsi passés au crible de la transition durable, tandis que trois études de cas (Suisse, Arabie Saoudite et Nigeria) viennent décrypter les conséquences des politiques budgétaires et de l'allocation des ressources des États sur leur empreinte écologique. Des développements tels que l'économie circulaire et la Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE) présentent enfin des évolutions d'options concrètes pour une gestion durable des ressources et un commerce éthique.

Cet ouvrage se lit comme un « roman biographique » sur la transition durable encourageant une prise de conscience de la gouvernance et des politiques sur la condition humaine et l'environnement. Il est une source d'inspiration pour celles et ceux qui cherchent à comprendre comment, collectivement, nous pouvons orienter l'économie mondiale vers un développement plus respectueux de notre environnement.

« Par une enquête ambitieuse qui navigue à travers l'histoire, la gouvernance et l'environnement, il est possible de poser de solides fondements pour une exploration approfondie de la responsabilité sociale étatique dans le contexte de la mondialisation. Nous vous invitons à considérer la complexité des enjeux actuels et l'importance cruciale d'une gouvernance innovante et adaptative pour relever les défis de notre temps. »



Olivier Ferrari, journaliste indépendant et conférencier, est un spécialiste reconnu dans la finance, en particulier dans les questions de sécurité sociale et de développement durable. Il a publié *La nouvelle révolution économique* chez Economica et *Démystifier la microfinance* en 2016.



Tim Genecand a terminé un cycle d'études en économie et management à l'Université de Genève notamment. Il a remporté le deuxième prix de l'Observatoire des Valeurs de la Stratégie et du Management (OVSM) sur la thématique « À l'ère du COVID et du numérique, quels facteurs influencent l'adoption des nouvelles formes de travail ? ».

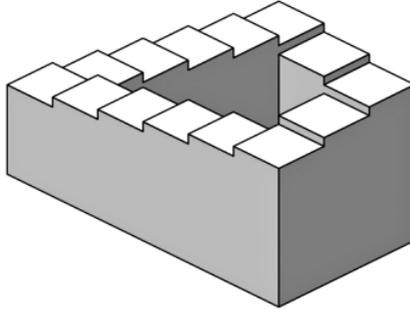
Contact pour le service de presse : editions@editions-pillet.ch

Annexes : introduction et table des matières

¹ Un néologisme désignant un ensemble d'activités rentables économiquement et soucieuses de l'environnement.

Olivier Ferrari & Tim Genecand

Responsabilité Sociale des États dans les accords bilatéraux à l'épreuve de la transition durable



« Les marches impossibles de Penrose »

Les premières descriptions scientifiques des figures impossibles furent l'œuvre du psychiatre Lionel Penrose et de son fils, le physicien mathématicien de renommée internationale, Roger Penrose. Leur étude, intitulée « Objets impossibles : un type spécial d'illusion visuelle », parut dans le *British Journal of Psychology* en 1958. Une de ces illusions se matérialise sous la forme d'un escalier, connu sous le nom d'escalier de Penrose, qui défie les conventions. Ce dernier semble s'élever indéfiniment, formant un circuit continu, créant ainsi une boucle infinie. Visuellement, il provoque chez l'observateur l'effet d'une ascension perpétuelle sans jamais parvenir à un palier supérieur, remettant en question les principes ordinaires de la géométrie et de la perspective. L'escalier de Penrose manipule la perception, engendrant une impossibilité spatiale, un objet « chimérique » dans un espace tridimensionnel. Il est fréquemment employé pour illustrer des notions de perception visuelle et d'illusions d'optique dans des discussions englobant la psychologie cognitive et l'art visuel.

Peut-on voir dans la transition économique une illusion similaire, celle d'un escalier économique que l'on souhaite sans cesse ascendant, en guise de métaphore de la croissance économique continue ?

© Éditions Pillet, 2024
c/o Saint-Augustin SA
Case postale 51
CH - 1890 Saint-Maurice
editions-pillet.ch

978-2-940145-60-7

Les Éditions Pillet
bénéficient d'un soutien de l'Office fédéral de la culture
pour les années 2021-2024

Introduction

Entre 2013 et 2021, les États les plus riches ont consacré environ 9,45 trillions de dollars à la défense militaire, représentant 56,3 % du total mondial des dépenses dans ce domaine, et ce comparativement à environ 243,9 milliards de dollars en financement climatique. Ces dépenses militaires ont été environ 38 fois plus élevées que le financement climatique. Chaque dollar dépensé dans le secteur militaire non seulement augmente les émissions de gaz à effet de serre (GES), ravage les sols et pollue des écosystèmes, mais il détourne également des ressources financières, des compétences et de l'attention des efforts nécessaires pour faire face à l'une des plus grandes menaces existentielles jamais rencontrée par l'humanité : le déclin de son espace vital.

On peut s'offusquer de ces valeurs, descendre dans la rue, contester contre les multiples régimes politiques qui couvrent ces dépenses militaires. Le citoyen demeure un consommateur/spectateur dont, pour une majorité, le défi au quotidien reste de survivre à la journée qui se présente au réveil.

Dans cet ouvrage, nous souhaitons aborder l'aspect de la **Responsabilité Sociale des États**, pour laquelle nous avons déterminé l'acronyme « **RESETs** ». Nous effectuons un « clin d'œil » à la publication de Schwab, K., & Malleret, T. (2020) « COVID-19 :

The Great Reset». Une publication qui explore les défis mondiaux actuels, y compris la pandémie de COVID-19, les bouleversements économiques, technologiques, sociaux et environnementaux et propose des réflexions sur la manière dont ces défis pourraient être surmontés en réinitialisant notre système socio-économique mondial. Une vision qui demande une coopération internationale et un changement de priorités individuelles et collectives pour un avenir plus résilient et durable.

Si comparaison n'est pas raison, l'État représente la « clé de voûte » du développement actuel de l'humanité. Il en découle une responsabilité qui doit renforcer les valeurs sociales, environnementales et de gouvernance, en permettant tant à la société humaine qu'aux entreprises – et à la vie – de se perpétuer. Il ne s'agit pas de repartir à zéro avec les mêmes approches qui nous ont conduits à la situation actuelle, mais de transformer notre modèle de société. Les États négocient de multiples accords bilatéraux, soutenant ainsi le développement économique. Ces accords sont à l'épreuve de la transition durable dont les impacts environnementaux de notre fonctionnement ont fait l'objet d'une attention majeure, il y a maintenant un demi-siècle.

La Conférence de Stockholm

En 1972, la conférence de Stockholm, premier sommet mondial sur l'environnement, marque un tournant historique. Elle unit 113 nations dans un engagement commun pour la protection de l'environnement, transcendant les clivages de la guerre froide et des tensions post-coloniales. Inspirée par le « Rapport Founex », cette rencontre donne naissance à la Déclaration de Stockholm et au Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), jetant les fondations d'une gouvernance environnementale mondiale. Ces initiatives, cependant, naviguent dans un océan de défis et de controverses. Les Protocoles de Kyoto et l'Accord de Paris, malgré leurs ambitions, confrontent les dilemmes des intérêts économiques et des politiques nationales,

révélant par là même la complexité de la lutte contre le changement climatique. Par ailleurs, des révélations sur des campagnes de désinformation, comme celles menées par ExxonMobil, mettent en lumière les conflits entre les intérêts industriels et la protection de l'environnement. Malgré ces obstacles, le parcours depuis Stockholm reste un symbole de l'engagement mondial pour un avenir où cohabitent harmonieusement développement durable et respect de l'environnement. Cette histoire, tissée d'efforts et d'espoirs, continue d'inspirer la quête d'un équilibre délicat, nécessaire pour la préservation de la vie sur la planète pour les générations futures.

L'évolution du concept de libre-échange

Si la conférence de Stockholm en 1972 a marqué un jalon dans la prise de conscience pour des actions globales pour la protection de l'environnement, le concept de libre-échange illustre la quête continue d'une économie mondiale plus ouverte et intégrée. Aux initiatives écologiques, les principes de libre-échange doivent trouver un équilibre délicat entre le progrès économique et la responsabilité environnementale. Le libre-échange, un concept fondamental de l'économie mondiale, a connu une évolution remarquable depuis sa naissance. Cette doctrine économique, favorisant le commerce international en minimisant les restrictions, a été influencée et façonnée par des penseurs visionnaires. Dès le 18^e siècle, des figures telles que les physiocrates français, parmi lesquels François Quesnay, ont jeté les bases de cette idéologie économique, plaidant pour une économie libérale. Leurs idées ont été reprises et développées par des économistes de l'école classique, dont Adam Smith et David Ricardo, dont les théories ont été façonnées par l'ère de la révolution industrielle. Le libre-échange a évolué au fil du temps, marquant une rupture avec la doctrine mercantiliste dominante entre le 16^e et le 18^e siècle. L'évolution de cette philosophie économique a atteint un sommet avec la création de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) et, plus tard, de

l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Cette transition a marqué un tournant décisif dans la manière dont les nations perçoivent et engagent le commerce international. Ce récit n'est pas exempt de paradoxes et de défis. Le libre-échange, avec son vaste éventail d'avantages économiques, porte en lui-même des questions épineuses, particulièrement dans le contexte actuel de mondialisation et de préoccupations environnementales. Cette analyse ne se contente pas de tracer l'évolution historique du libre-échange, elle offre également un regard critique sur ses implications contemporaines, ses bénéfices et ses coûts cachés.

Une exploration des accords bilatéraux, du traité Eden-Rayneval au Regional Comprehensive Economic Partnership asiatique

Des entités comme le GATT et l'OMC posent des fondements pour comprendre les dynamiques complexes du libre-échange au travers des accords bilatéraux et multilatéraux contemporains. Une exploration captivante et éclairante des accords bilatéraux qui ont façonné notre histoire et dont ils continuent d'influencer profondément notre présent offre une immersion dans un univers encore abscons pour le grand public. Par un voyage à travers les âges, débute avec le traité Eden-Rayneval de 1786 une pièce maîtresse dans le puzzle complexe des relations franco-britanniques de la fin du 18^e siècle. Ce traité marque le fondement historique de la notion d'implémentation. En décryptant ses dessous, un pan méconnu de l'histoire se dévoile, illustrant comment les politiques commerciales ont été façonnées par les pressions économiques, les jeux de pouvoir et les ambitions impérialistes. Une analyse historique révèle non seulement les intrigues et stratégies de l'époque, mais établit également des liens fascinants avec les défis diplomatiques contemporains.

En faisant un grand bond en avant dans le temps, on débouche sur l'Accord économique et commercial global (AECG) ou Comprehensive Economic and Trade Agreement (CETA) en

anglais. Il s'agit d'un traité de libre-échange signé en 2016 entre l'Union européenne et le Canada. Ce segment met en lumière la complexité et les nuances des négociations commerciales modernes. En examinant les divers aspects du CETA, de la stimulation de la croissance économique à l'engagement envers des normes environnementales et sociales élevées, cette partie offre une perspective complète sur l'impact et les répercussions de tels accords dans notre monde globalisé. En reconnaissant et en discutant des controverses et des défis associés au CETA, le passage présente un tableau équilibré, invitant à une réflexion critique sur les implications de ces accords commerciaux.

Finalement, la focale va se déplacer vers l'Asie avec le Partenariat régional économique global (RCEP) conclu en 2020, un accord d'une ampleur sans précédent et le plus grand en termes de PIB. Cette section analyse son rôle en tant que moteur économique pour les pays membres, tout en soulignant les préoccupations environnementales et sociales qu'il soulève. En explorant les dimensions et les conséquences du RCEP, on cherche à souligner la complexité et les interdépendances des économies modernes, tout en mettant en évidence les défis écologiques et sociaux que ces accords peuvent exacerber.

Un détour par la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE)

Enracinée dans ces réflexions historiques et contemporaines, une exploration détaillée de la Responsabilité sociétale des entreprises (RSE) et de l'économie circulaire s'en dégagera. Il s'agit de deux concepts clés pour un avenir durable et transposable à la Responsabilité Sociale des États (RESETs).

Il y a différentes dimensions de la RSE, abordant des sujets tels que la gouvernance organisationnelle, les droits de l'homme, les relations et conditions de travail, l'environnement, la loyauté des pratiques, les questions relatives aux consommateurs et le développement des communautés locales. La norme ISO 26000 est

mise en lumière comme un modèle de référence, offrant un cadre pour l'opération responsable des entreprises. Ce segment souligne également l'importance des vérifications et évaluations pour garantir le respect des normes de RSE, tout en abordant les défis et les perceptions variables de la RSE dans différents contextes géopolitiques.

Parallèlement, l'économie circulaire est présentée comme une réponse innovante et nécessaire aux défis environnementaux actuels. Les origines historiques du concept sont mises en avant avec des pratiques et philosophies qui ont influencé son développement. Différents aspects de l'économie circulaire sont présentés, y compris la conception circulaire, l'utilisation optimale des produits, la récupération de valeur et l'organisation en réseau. Des exemples concrets illustrent comment divers secteurs intègrent l'économie circulaire dans leurs pratiques, soulignant à la fois les opportunités et les obstacles inhérents à cette transition.

L'univers complexe des émissions de gaz à effet de serre et la quête impérieuse de la neutralité carbone

L'importance de mesurer et d'évaluer précisément les émissions, les approches globales adoptées par les pays ainsi que les défis et opportunités associés aux mécanismes de marché du carbone sont présentés dans cette nouvelle section. Ce segment met en lumière les complexités des marchés de *cap and trade* et de compensation, tout en analysant l'efficacité de ces systèmes et les défis liés à la transparence, la double comptabilisation et le *greenwashing*. Une solution globale est abordée, le «Drawdown Project» de Paul Hawken, un ensemble de stratégies pratiques et réalisables pour inverser le réchauffement climatique. Cette partie explore les sept accélérateurs clés identifiés par le projet pour un avenir durable, mettant en lumière à la fois les opportunités et les défis de chaque accélérateur. Il aborde également

la nécessité de modifier les comportements, les politiques et les investissements pour réaliser ces changements significatifs.

Les discussions sur les accords commerciaux tels que le CETA et le RCEP illustrent la complexité des échanges économiques mondiaux et leurs impacts potentiels sur les sociétés et l'environnement. Plusieurs démarches représentent une réponse essentielle aux défis écologiques et sociaux exacerbés par le commerce international, devant marquer une étape importante vers la réalisation d'un avenir durable.

La Responsabilité Sociale des États (RESETs)

La Responsabilité Sociale des États (RESETs) dans le cadre de la gouvernance et la responsabilité environnementale est enfin abordée de plein fouet, mettant en lumière les idées de penseurs influents depuis l'Antiquité jusqu'à l'époque moderne. Des figures telles que James C. Scott, Aristote, Platon et Rousseau sont discutées pour examiner comment leurs conceptions de l'État ont influencé les sociétés humaines, notamment en termes d'organisation sociale et d'impact environnemental. La discussion s'étend à l'analyse de différentes formes de gouvernance – démocraties, autocraties, monarchies constitutionnelles – et à leur influence sur les politiques environnementales. Cela inclut une évaluation de l'engagement des citoyens dans les décisions politiques et de l'efficacité de divers régimes dans la gestion de la responsabilité environnementale.

Une attention particulière est accordée aux études de cas de la Suisse, de l'Arabie Saoudite et du Nigeria. Ces exemples mettent en exergue les conséquences des politiques budgétaires et de l'allocation des ressources des États sur leur empreinte écologique, offrant ainsi une compréhension nuancée des liens entre les choix économiques et les résultats environnementaux. Le rôle des consommateurs et la crise systémique liée au conflit entre développement et durabilité sont également

examinés. L'importance des habitudes de consommation, de l'extraction des ressources et des politiques environnementales des États dans la détermination de l'empreinte écologique globale sont mis en évidence. Il s'en dégage une réflexion réelle et profonde sur la responsabilité environnementale et sociale des États, encourageant une prise de conscience de l'impact de la gouvernance et des politiques sur la condition humaine et l'environnement.

Par une enquête ambitieuse qui navigue à travers l'histoire, l'économie, la gouvernance et l'environnement, il est possible de poser de solides fondements pour une exploration approfondie de la responsabilité sociale étatique dans le contexte de la mondialisation. En anticipant les conclusions de l'ouvrage, chères lectrices et chers lecteurs, nous vous invitons à considérer la complexité des enjeux actuels et l'importance cruciale d'une gouvernance innovante et adaptative pour relever les défis de notre temps. Un périple académique qui vise non seulement à enrichir une compréhension des dynamiques globales, mais aussi à contribuer au dialogue sur les voies vers une société plus juste, équitable et durable ainsi que vers une Responsabilité Sociale des États affirmée et engagée.

Table des matières

« Les marches impossibles de Penrose »	4
Remerciements	7
Introduction	9
La Conférence de Stockholm	10
L'évolution du concept de libre-échange	11
Une exploration des accords bilatéraux, du traité Eden-Rayneval au Regional Comprehensive Economic Partnership asiatique	12
Un détour par la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE)	13
L'univers complexe des émissions de gaz à effet de serre et la quête impérieuse de la neutralité carbone	14
La Responsabilité Sociale des États (RESETs)	15
Chapitre 1	
Aux sources de la limite des croissances	17
1. La Déclaration de Stockholm 1972 et son plan d'action	17
2. Le Rapport de Meadows et le Club de Rome	25
3. Malthus	37
4. Le Protocole de Kyoto	44
5. Les Accords de Paris	49
6. Kuznets : Prospérité et paradoxe écologique	53
7. Les contradicteurs	63
<i>Théorie de la croissance sans fin – Julian Lincoln Simon</i>	63
<i>Sceptique du changement climatique – Fred Singer</i>	66
<i>Campagnes de désinformation sur le changement climatique – ExxonMobil</i>	68
<i>Critiques des accords internationaux</i>	70

Chapitre 2

Les origines du libre-échange	75
1. Qui a créé le libre-échange ?	75
2. Adam Smith et la définition du libre-échange	80
3. David Ricardo et sa contribution	85
4. Quand a commencé le libre-échange ? GATT 1947 et OMC 1993	92
5. La Convention de Vienne de 1961	100
6. Les différents types de libre-échange	103
<i>Les accords bilatéraux</i>	103
<i>Les accords multilatéraux</i>	106
<i>Les accords régionaux</i>	109
7. Enjeux du libre-échange	112

Chapitre 3

Voyage au cœur des accords bilatéraux	119
1. Traité Eden-Rayneval entre la France et la Grande-Bretagne (1786)	119
2. Comprehensive Economic and Trade Agreement (CETA), l'accord commercial bilatéral de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada de 2016	125
3. Partenariat régional économique global (RCEP) de 2020	139

Chapitre 4

Chemin de transformation	151
1. Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE) – définition analogique de l'État	151
2. L'économie circulaire	167
3. Émissions et compensation : les enjeux du net zéro	176
4. L'article 6.2 de l'Accord de Paris	199
<i>Le concept de zéro absolu</i>	205
3. Drawdown Project	207

Chapitre 5

La Responsabilité Sociale de l'État (RESETs)	215
1. Gouvernance et responsabilité environnementale	215
<i>L'autocratie</i>	221
<i>La démocratie</i>	224
<i>La monarchie constitutionnelle</i>	226
2. Sources de revenus et allocation budgétaire : impacts sur l'empreinte écologique en Suisse, Arabie Saoudite et Nigeria	226
<i>La Suisse</i>	226
<i>L'Arabie Saoudite</i>	230
<i>Le Nigeria</i>	232
<i>Analyse</i>	236
3. L'empreinte du consommateur	240
4. Crise systémique : le conflit entre développement et durabilité	249
Conclusion	259

Annexes

Graphiques et documents complémentaires	263
1. Répartition des sièges au Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUÉ)	263
2. Les membres de l'OCDE en 2005 avec leur date d'entrée	265
3. Les pays signataires du GATT	267
4. Articles de l'AECG (CETA) en lien avec le droit à l'environnement	268
4.1. Article 24.1 – Définition	268
4.2. Article 24.12 – Coopération en matière environnementale	269
5. Les pays signataires du RCEP	271
6. L'article 6. 2 de l'Accord de Paris	272
Bibliographie sélective	273
Acronymes	275